12 octobre 2006 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, et de Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, notamment sur la politique européenne de l'énergie, le dossier Airbus, l'intégration sociale et sur la présence européenne au sein de la FINUL, à Paris le 12 octobre 2006.

LE PRESIDENT - Je suis heureux de saluer Mme la Chancelière, les ministres allemands venus nombreux pour ce 7e conseil des ministres franco-allemand, les ministres français, les représentants de la presse allemande, française, étrangère et nos quatre jeunes représentants des travaux organisés par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) sur le problème de l'égalité des chances, un sujet, vous le savez, que la Chancelière a tenu à mettre au premier rang des préoccupations de sa présidence.
Ce conseil traditionnel avait une importance particulière. D'abord, parce qu'il se passe à une semaine du Conseil européen de Lahti, sous présidence finlandaise, à très peu de temps, deux mois et demi, du début de la présidence européenne de l'Allemagne.
Nos deux pays qui, je le rappelle, auront une importance décisive dans ces deux années à venir, puisqu'au début de 2007, c'est la présidence allemande, à la fin 2008, c'est la présidence française. Il y a là, si vous le voulez, un temps qui nous permettra, je l'espère, d'arriver à une relance significative du projet européen tant dans ses aspects politiques, de politique commune, que dans ses aspects institutionnels. Je n'ai pas besoin de vous dire que la France est tout à fait déterminée à travailler la main dans la main avec l'Allemagne pour le succès de la présidence allemande.
Nous sommes notamment convenus de supporter, au sens anglo-saxon du terme, les initiatives allemandes pour ce qui concerne la déclaration du cinquantenaire du Traité de Rome en mars prochain, où l'Allemagne va présenter un rapide bilan mais surtout une ambition pour l'Europe. J'ai fortement souhaité que ce texte soit véritablement l'expression du génie européen de l'Allemagne et conseillé, si j'ose m'exprimer ainsi, à la Chancelière, de le faire elle-même et toute seule.
En ce qui concerne les institutions, de la même façon, dans le respect des positions, y compris historiques de chacun, nous sommes déterminés à aller de l'avant pour aboutir, dans le cadre de ces deux années, à une solution commune.
Nous avons, par ailleurs, évoqué un certain nombre de dossiers concrets.
D'abord, sur l'énergie, qui est un dossier très important pour nous, je n'ai pas besoin de le développer. Nos deux pays sont convenus de coopérations étroites pour développer une politique européenne de l'énergie, qui comporte une garantie de sécurité de nos approvisionnements à travers des partenariats avec nos principaux fournisseurs, et notamment la Russie. A cet égard, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les conclusions que la Chancelière a tirées de ses récents et

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les conclusions que la Chancelière a tirées de ses récents et importants entretiens avec le Président russe.
Nous sommes également convenus de promouvoir une politique qui contribue à lutter contre le changement climatique à travers le développement de nouvelles sources d'énergie, en particulier les biocarburants, notamment les biocarburants de deuxième génération, le charbon propre et une politique active d'économie d'énergie.
Nous avons également progressé sur plusieurs grands dossiers économiques et industriels : le moteur de recherche Internet QUAERO dont nous avons décidé le principe, défini et engagé les financements, aussi bien en Allemagne qu'en France.
Sur EURONEXT, nous partageons la même approche et le même sentiment, même s'il s'agit là d'une opération purement privée, c'est-à-dire privilégier une solution européenne. J'ai exprimé à la Chancelière mon approbation quant aux propositions du rapport LACHMANN. Je laisse aux autorités allemandes le soin de se prononcer sur ce point. Mais je trouve que les propositions de ce rapport sont, sans aucun doute, dans l'intérêt général de l'Europe.
La relance de l'Europe spatiale : nous avons bien entendu parlé d'EADS et d'AIRBUS pour, d'abord, nous féliciter que les actionnaires et les industriels aient trouvé une solution rapide à la crise, permettant à EADS de surmonter ses problèmes. J'ai dit à la Chancelière que j'avais une totale confiance dans AIRBUS, qui a vocation à être, dans les années qui viennent, le premier constructeur mondial sur le plan aéronautique £ j'ai une très grande estime dans la capacité de tous ses techniciens et ingénieurs à maîtriser les problèmes et à promouvoir une politique. Il y a eu une crise et un problème, c'est vrai, qui est plus un problème d'organisation qu'un problème de compétence. Ce problème d'organisation a été réglé.
La Chancelière m'a fait part du souci des autorités compétentes, syndicales, politiques de Hambourg, concernant l'activité de AIRBUS. Je lui ai dit que je partageais le même souci et que le plan de redressement engagé par l'actuel Directeur général d'AIBUS, Monsieur Louis GALLOIS, et sa mise en oeuvre, était la clef de la réussite. Il fallait que son plan de redressement soit harmonieusement réparti entre les deux sites principaux, je veux dire Hambourg et Toulouse, naturellement en tenant le plus grand compte des intérêts de tous les sous-traitants qui travaillent en Allemagne et en France au projet d'AIRBUS. J'ai fait part, pour ce qui me concerne, de ma très grande confiance dans ce domaine.
Nous avons ensuite parlé des problèmes d'intégration et d'égalité des chances. Vous savez que l'année 2007, c'est l'année européenne de l'égalité des chances, que la Chancelière a mis cela au premier rang de ses préoccupations en ce qui concerne la présidence allemande. Nous avions demandé à l'OFAJ, aux jeunes de l'OFAJ, de bien vouloir réfléchir à l'ensemble des problèmes liés à l'intégration et l'égalité des chances. Ces jeunes se sont réunis, ils ont réfléchi à ce problème et ils nous ont délégué 4 d'entre eux qui sont d'ailleurs ici, deux jeunes allemands et deux jeunes français, qui ont fait un rapport, je dois dire, marqué au coin du bon sens, de l'intelligence. C'est une réflexion tout à fait excellente sur ces sujets qui, incontestablement, a porté les espoirs que nous avions.
La Chancelière me disait à l'instant qu'elle avait l'intention, dans la foulée de cette réflexion, car il y a 32 jeunes qui s'étaient associés dans cette réflexion, dès le début de sa présidence, de prendre le relais de cette réflexion et d'associer ces 32 jeunes. Nous avons également examiné un certain nombre de sujets qui, en particulier, nous ont permis de signer plusieurs accords : un accord de non double imposition, ce qui était important, un accord sur la création d'équipes communes d'enquêtes, ce qui par les temps qui courent est bien utile, et un accord sur la co-localisation d'ambassades et de consulats.
A l'occasion des entretiens que nous avons eu ce matin avec la Chancelière en tête-à-tête, nous avons évoqué, et nous évoquerons tout à l'heure lors du déjeuner de travail, les questions d'actualité internationale, avec bien entendu le Liban, l'Iran, la Corée du Nord, l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, tous problèmes extérieurs que nos deux ministres des Affaires étrangères, M. DOUSTE-BLAZY et M. STEINMEIER ont évoqué longuement ensemble ce matin, sur lesquels nous avons des approches et des conclusions communes.
LA CHANCELIERE - Merci, Monsieur le Président. Au nom de la délégation du gouvernement

fédéral, je voudrais vivement vous remercier de l'hospitalité que vous nous avez prodiguée et pour l'esprit très amical de nos entretiens. Les rapports des différents ministres ont bien montré la vaste panoplie de coopération et de travaux communs, notre degré de confiance et de compréhension. Le gouvernement allemand y voit une très bonne base en vue de la présidence de l'Union européenne que nous assumerons au premier semestre 2007, où nous continuerons à miser sur une étroite concertation avec la France, ce qui est essentiel pour la réussite de la présidence allemande.

Monsieur le Président, vous avez abordé un grand nombre de sujets, je me limiterai à quelques-uns parmi eux. Je suis très heureuse que nous ayons pu entendre ce rapport de quatre jeunes, suite à un séminaire organisé par l'Office franco-allemand de la Jeunesse, avec un certain nombre de propositions sur la façon de mieux traiter ce thème de l'intégration dans nos sociétés. Les jeunes nous ont dit que nous autres responsables politiques, avons à profiter de les avoir écouté. Je suis tout à fait d'accord puisque le thème de l'intégration est dans toute l'Europe un sujet sans solution satisfaisante. Il est bon, je crois, d'élargir ce sujet, de le sortir de la coopération franco-allemande, pour en saisir la présidence du Conseil. Je voudrais remercier les ministres compétents qui ont préparé ce chantier.

Face aux grands défis devant lesquels nous sommes placés, nous avons le devoir de dire que tous les jeunes de notre société doivent avoir des chances égales de conduire leur vie. Les jeunes nous l'ont dit aujourd'hui, cela commence très tôt à un âge très jeune, et il faut que cela se poursuive. Il y a une idée que j'ai beaucoup apprécié, à savoir que les jeunes issus de l'immigration soient accompagnés d'un parrain qui leur permette de créer ces liens avec la société dans laquelle ils grandissent et nous allons en parler avec les communes, avec les municipalités en Allemagne également.

Ensuite, nous avons balayé l'ensemble les thèmes de la coopération franco-allemande. Je voudrais, mettre en exergue un thème qui nous intéresse tout particulièrement, EADS. Le Président de la République vient de le mentionner. Pour moi, et pour nous, AIRBUS est l'un des produits les plus remarquables de la coopération en matière de politique industrielle dans l'Union européenne. C'est un projet qui a été très largement porté, qui continuera d'être porté, par la France et l'Allemagne. EADS, et plus particulièrement AIRBUS, traversent quelques turbulences. Il n'empêche que nous avons confiance dans ce projet. Il conviendra de surmonter rapidement ces difficultés, ce qui veut dire que nous devons apporter notre soutien aux responsables d'AIRBUS et d'EADS en montrant que notre souhait est que ces difficultés soient résolues le plus rapidement possible, pour pouvoir, à nouveau, regarder vers l'avenir.

Cela signifie, là encore, nous en sommes en accord, que dans la mesure ou la France et l'Allemagne ont toujours été derrière cette réalisation, derrière ce développement, cela signifie que nous veillerons ensemble à ce que tous les salariés de ce groupe bénéficient de la plus grande sécurité possible, dans tous les sites concernés, principalement Hambourg et Toulouse, mais il y a également d'autres sites en Allemagne. Il s'agit de veiller à ce que les choses se passent bien, à ce que les mesures soient prises rapidement, et je me félicite que M. GALLOIS soit aujourd'hui à Hambourg pour donner un signe clair à cet égard.

Nos établissements sont remarquables, les salariés sont très impliqués, avec un très grand niveau de compétence, voilà pourquoi nous devons, au plus vite, donner notre soutien politique. Nous ne pouvons pas agir sur le terrain économique, mais nous pouvons donner notre soutien politique et bien montrer qu'il faut travailler dans des structures efficaces et performantes.

En ce qui concerne l'engagement allemand, et en raison du débat qui s'est ouvert, DAIMLER-CHRYSLER a dit clairement qu'il entendait continuer d'assumer les responsabilités stratégiques d'EADS. C'est un message important. S'il devait y avoir de nouvelles cessions d'actions, j'ai dit clairement au Président de la République que, pour nous, il est essentiel que nous trouvions, en tout état de cause, des actionnaires qui se sentent pleinement responsables d'EADS et d'AIRBUS. Je le dis sans ambages, aucune décision n'a été prise. D'ailleurs, nous ne pouvons pas nous immiscer dans certains processus, même au nom du gouvernement fédéral.

Il y a une étroite coordination entre le ministère de l'Economie, des Finances et la Chancellerie

qui aboutira aux décisions montrant que l'engagement allemand dans AIRBUS et EADS restera d'actualité, comme par le passé.
Je crois qu'à travers ce projet AIRBUS, nous avons accompli, en Europe, quelque chose qui est sans égal, sans équivalent, qui a stimulé la concurrence dans le monde. Voilà pourquoi il faut continuer dans cette voie du succès, et je suis pleinement convaincu que nous y parviendrons.
Monsieur le Président, et compte tenu de la multiplicité des défis internationaux et compte tenu des défis européens, dans une journée comme celle du Conseil des ministres franco-allemand, il est bon de voir que nous voulons construire ensemble cette Europe. Nous voulons progresser sur cette voie ensemble, et avec d'autres.
L'ouverture, la franchise, la simplicité de nos entretiens, cette quasi banalité de nos entretiens, traduit bien la profondeur de la coopération franco-allemande, que cela s'applique au ministre des Affaires étrangères, ou au ministre de la Défense, que je voudrais tout particulièrement remercier, notamment le ministre français de nous avoir aidé, lorsque la Marine allemande n'était pas encore en Méditerranée. Cela montre que les relations franco-allemandes sont excellentes.
QUESTION - Madame la Chancelière, vous disiez qu'à propos d'EADS, vous pourriez imaginer que la République Fédérale prenne une participation dans EADS ou AIRBUS, à travers la Kreditanstalt für Wiederaufbau, qui est un établissement financier ?
LA CHANCELIERE - Je le répète, jusqu'à présent, aucune décision n'a été prise. Je n'exclus rien, mais l'essentiel, c'est que nous ayons des investisseurs fiables sur le long terme, qui se sentent liés et engagés par ce projet. Nous étudierons cela tranquillement. Ce qui pour moi aujourd'hui est très important, dans cette journée, c'est que DAIMLER-CHRYSLER, qui est aujourd'hui le premier investisseur, a toujours réitéré son intérêt stratégique dans AIRBUS. C'est essentiel pour que nous puissions travailler sur une base commune.
Toutes les autres questions sont examinées, aucune décision n'a été prise au jour d'aujourd'hui, je n'exclus rien, mais je crois que nous serions bien inspirés, dans l'intérêt de l'entreprise, de prendre les prochaines mesures en pleine sérénité, en ne perdant pas de vue les salariés de ce groupe.
QUESTION - Madame la Chancelière, après votre Conseil des Ministres hier, vous avez, pour la Constitution européenne, défendu un projet qui reprend les points principaux de cette Constitution. Ici on a défendu, au contraire, l'idée d'un mini projet, d'un mini traité. Est-ce que vous pensez qu'il y a là une contradiction insurmontable ?
LA CHANCELIERE - Il n'y a pas de contradiction insurmontable entre la France et l'Allemagne. Je crois que nous avons devant nous une phase avec beaucoup de travail, et le Conseil européen de printemps a pris une décision très sage. A savoir, qu'à partir de la Présidence allemande, au premier semestre 2007, et jusqu'à la présidence française au second semestre 2008, cela donne ce temps dans lequel devra être trouvée une solution sur l'avenir du traité constitutionnel. Je crois qu'il est bon de ne pas faire supporter toute la pression sur une seule présidence. La présidence allemande entend établir une sorte de feuille de route à partir de nos consultations et, comme tout ce que nous faisons en la matière, nous allons le faire en étroite concertation avec la France.
QUESTION - Deux questions Madame MERKEL, sur ce que vous avez dit. Vous avez dit "nous voulons que tous les salariés en France et en Allemagne aient la plus grande sécurité possible à Toulouse et à Hambourg, qu'ils n'aient pas à avoir d'inquiétude pour leur avenir". Est-ce que ce matin, vous avez, dans vos entretiens, dit que les licenciements dont il a été question ces derniers jours ne sont plus d'actualité ?
Deuxième question, la Russie a 5% du capital d'AIRBUS. Dans une interview à la "Süddeutsche Zeitung", il a été mentionné que la Russie pourrait être intéressé à avoir davantage de participation. Je ne sais pas si c'est pour des raisons commerciales ou stratégiques, mais est-ce que c'est une question dont vous avez parlé avec le Président ce matin ?
LA CHANCELIERE - Sur votre première question, j'ai dit qu'il fallait avoir la plus grande sécurité possible pour les salariés. Monsieur GALLOIS est aujourd'hui à Hambourg. Il a annoncé que les mesures de restructuration n'ont pas encore été élaborées. Je ne peux pas anticiper là-dessus, ce sont des mesures économiques de toute façon. Mais les responsables politiques, et cela c'est

sont des mesures économiques de toute façon. Mais les responsables politiques, et cela c'est important, ont un intérêt substantiel à ce que l'AIRBUS produit conserve son avenir et à ce que la France et l'Allemagne restent sur un pied d'égalité dans ce projet. Autrement dit, c'est au même niveau, comme par le passé, que les choses devront être conduites dans nos deux pays. En tant que Chancelière, je peux dire que les salariés d'AIRBUS, les techniciens, les ingénieurs sont extrêmement talentueux et compétents. Nous allons apporter notre appui à cela, même si nous n'avons pas la responsabilité d'adopter des mesures d'ordre économique.
Pour ce qui est de la participation de la Russie dans EADS, j'en ai parlé avec le Président POUTINE avant-hier, et j'en ai parlé tout à l'heure avec le Président de la République, tout comme d'ailleurs, nous en avons parlé à trois, lors de la réunion trilatérale, qui a eu lieu en France. Nous avons dit clairement que nous souhaitions une coopération de l'industrie aéronautique de nos pays. Pour cela, un groupe de travail stratégique, un comité stratégique sera créé, qui fera rapport très directement aux responsables politiques. Mais une participation institutionnelle de la part de la Russie n'est, aujourd'hui, pas à l'ordre du jour. Je l'ai redit hier. Autrement dit, ce que la banque russe est en train de faire, c'est une opération financière traditionnelle. Mais il n'est pas question d'une participation institutionnelle.
LE PRESIDENT - Je partage tout à fait le sentiment exprimé par la Chancelière.
QUESTION - Vous avez parlé, Monsieur le Président de l'énergie, de la sécurité que pourrait apporter la Russie. Mais, quand même, sa situation n'est pas très stable. Je voulais savoir si, avec la Chancelière, vous avez évoqué d'autres fournisseurs d'énergie stable pour la France, l'Allemagne et l'Europe, et quels sont-ils ?
LE PRESIDENT - Nous avons, pour le moment, une politique énergétique avec un certain nombre de fournisseurs qui sont essentiellement européens d'ailleurs et qui comporte naturellement la Russie. Nous n'avons aucune raison d'imaginer, ou de penser, que la Russie ne soit pas un fournisseur stable. Nous avons, bien entendu, des discussions avec la Russie sur les modalités de sa pénétration souhaitable sur le marché européen en général, sur le nôtre en particulier.
LA CHANCELIERE - Un mot à ce sujet. Je crois est c'est une chose très importante dont nous parlons régulièrement : nous devons faire des économies d'énergie. Dans le domaine des bio carburants, nous voulons développer les biocarburants de deuxième génération. Le rendement énergétique est un thème très important. Nous serons toujours dépendants d'importations. Mais il ne faut pas entretenir sans rien faire cette dépendance. Il faut tout faire pour utiliser plus rationnellement l'énergie que nous consommons.
QUESTION - Monsieur le Président, depuis l'arrêt des hostilités entre le Hezbollah et Israël, le cessez-le-feu a été largement respecté. La FINUL, l'armée libanaise sont déployées dans le sud. Il y a des efforts internationaux. Est-ce que vous pouvez aujourd'hui rassurer les Libanais et la région dans sa totalité, et dire que la page de la guerre a été tournée ?
J'ai une question à Madame MERKEL, Madame la Chancelière, vous participez largement à la FINUL maritime, que vous commandez d'ailleurs. Etes-vous satisfaite du fonctionnement de cette FINUL ? Pensez-vous aujourd'hui, qu'elle est efficace dans l'accomplissement de son travail ?
LA CHANCELIERE - (pas de traduction)
LE PRESIDENT - Nous nous félicitons des relations qui existent entre la FINUL terrestre et la FINUL maritime, commandée par l'Allemagne. Nous nous félicitons de la décision prise par le gouvernement et le parlement allemand d'être présents sur les mers, au large du Liban. C'est un élément essentiel de la sécurité de la région.
Vous me demandez mon sentiment y compris une prévision. Mon sentiment, c'est que dans l'état actuel des choses, l'armée libanaise a bien développé son action. Le gouvernement libanais a bien engagé son armée et, de ce point de vue, les autorités militaires de la FINUL ne peuvent que se féliciter du comportement et de l'action de l'armée libanaise. Bien entendu, nous souhaitons que cette paix soit définitive maintenant qu'Israël s'est retiré. Je pense qu'on peut escompter la paix. Mais, dans cette région, on n'est jamais à l'abri d'un incident et des conséquences qu'il peut comporter. Nous faisons tout pour que les contacts entre l'armée libanaise et la FINUL d'une part, qui sont excellentes, et d'autre part, entre la volonté exprimée par le gouvernement libanais, qui est l'autorité tout de même de référence et la FINUL, que ces contacts soient les

meilleurs possibles dans l'état actuel des choses. On ne peut que se réjouir de la façon dont cela se passe. Je souhaite que cela continue.
QUESTION - Que pensez-vous du manuel d'histoire franco-allemand ?
LA CHANCELIERE - Je rappelle l'intérêt du manuel d'histoire franco-allemand, à quel point il traduit l'étroite coopération entre nos deux pays, notamment dans l'éducation des jeunes pour éviter qu'il y ait un malentendu dans ce domaine et c'est une excellente initiative.
LE PRESIDENT - Je voudrais m'associer à ce qu'a dit la Chancelière. Ce travail a été remarquable et Monsieur le Ministre-Président, Peter MÜLLER, qui est là, a souligné que c'était le premier livre d'études qui avait été adopté par tous les Länder allemands. Ce qui prouve sa qualité, ou l'efficacité du Ministre-Président. Pour terminer, je voudrais également vous dire, je ne sais pas si vous le savez déjà, et c'est un peu lié à la présence des quatre jeunes qui sont avec nous. Le prix Nobel de littérature vient d'être décerné, et je m'en réjouis particulièrement, à Orhan PAMUK qui est, vous le savez, un écrivain turc dont la réflexion sur la société est particulièrement intelligente, forte et libérale.
Je vous remercie.